



Pour une Syrie démocratique, pacifique et solidaire, et pour de la solidarité avec le nord et l'est de la Syrie (Rojava)

Situation humanitaire et détresse économique en Syrie

La chute du dirigeant syrien Bachar el-Assad, en décembre 2024, a modifié jusque dans ses fondements mêmes la structure du pouvoir en Syrie. Le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant) a profité de la vacance de pouvoir ainsi créée pour s'emparer de grandes villes importantes, comme Alep, en menant une offensive fulgurante. La chute d'Assad a été rapide, mais l'avenir politique de la Syrie reste flou (Crisis Group, 2024). Selon l'organisation (d'aide contre la faim dans le monde) Welthungerhilfe (WHH), 12,9 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire, car elles ne peuvent pas se nourrir suffisamment sans soutien. La situation économique est désastreuse et la production agricole souffre énormément (Welthungerhilfe, rapport du 9 décembre 2024). Au milieu de cette crise, les ONG jouent un rôle central en fournissant un soutien dans les domaines des droits humains, de l'éducation et des soins médicaux, contribuant ainsi à la stabilisation et à la reconstruction du pays. Leur aide est indispensable pour répondre aux besoins de la population et promouvoir les structures démocratiques.

Droits des femmes et perspectives pour les jeunes

En Syrie, les femmes continuent de subir de multiples formes de violence, notamment le mariage précoce (aussi appelé mariage d'enfants), le mariage forcé, le viol, la traite des êtres humains et l'esclavage. Le contexte juridique, politique, culturel et social contribue à la perpétuation de cette violence (AMICA, rapport, Frauen in Syrien (Les femmes en Syrie), 2021). Parallèlement, la jeunesse est fortement touchée par la crise persistante. Un grand nombre de jeunes sont à la recherche de meilleures conditions de vie et envisagent d'émigrer. Le manque de perspectives et l'insécurité persistante font que la génération des jeunes quitte de plus en plus le pays (Le Monde, 18.09.2024).

Les sanctions internationales et leurs effets

Les sanctions internationales contre la Syrie ont un impact considérable sur l'aide humanitaire et la reconstruction. Après la chute d'Assad, l'Union européenne a décidé d'assouplir progressivement les sanctions, afin de faciliter l'aide humanitaire. Il reste toutefois à voir comment ces assouplissements seront mis en œuvre et quels seront leurs effets sur le soutien aux structures démocratiques (Frankfurter Allgemeine, 27.01.2025).

Défis et développements actuels dans le nord et l'est de la Syrie (Rojava)

La région du nord et de l'est de la Syrie, aussi connue sous le nom de Rojava, est en proie à l'incertitude politique, aux menaces militaires et aux défis économiques. L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Autonomous Administration of North and East Syria (AANES)) a été créée après la révolution du Rojava, en juillet 2012, lorsque les Kurdes et d'autres groupes de population se sont libérés du contrôle du régime d'Assad. L'AANES repose sur les principes du fédéralisme démocratique, en mettant l'accent sur la démocratie locale de base, l'égalité des genres et une économie respectueuse de l'environnement, ainsi que sur la coexistence de différents groupes ethniques, dont les Arabes, les Assyrien-nes, les Arménien-nes et les Turkmènes. Cependant, malgré des progrès considérables dans des domaines tels que l'égalité des genres et la protection des minorités, l'AANES reste exposée à des menaces internes et externes importantes (Fondation Rosa-Luxemburg, Transformation unter erschwerten Bedingungen (La transformation dans des conditions devenues plus difficiles), rapport du 6 septembre 2022).

Les développements actuels en Syrie ont entraîné une déstabilisation de la région et les milices islamistes attaquent de plus en plus les régions kurdes, provoquant des déplacements massifs de la population kurde. Plus de 100 000 Kurdes sont en fuite vers l'est (Deutschlandfunk, 2024). De plus, la Turquie intensifie ses opérations militaires dans la région, ce qui a pour conséquence de nombreuses victimes civiles. Entre le 4 octobre 2024 et le 22 décembre 2024, 69 civil-es ont été tués-es dans des attaques turques (Société pour les peuples menacés, 2024).

Ces attaques ne sont pas uniquement dirigées contre des cibles militaires, mais touchent aussi souvent les infrastructures civiles, notamment les hôpitaux, les installations d'approvisionnement en eau et les écoles. Les rapports faisant état d'attaques ciblées contre des civil-es, y compris des journalistes, comme l'attaque mortelle par drone contre Gulistan Tara et Hêro Bahadîn, dans le nord de l'Irak, sont particulièrement inquiétants (Reporters sans frontières, 2024). De plus, la réduction délibérée du débit de l'Euphrate par la Turquie entraîne une pénurie d'eau et nuit considérablement à l'agriculture. Les camps de réfugié-es surpeuplés, comme Al-Hol, constituent un risque supplémentaire pour la sécurité (Human Rights Watch, 2024).

Des acteurs extérieurs, comme la Turquie, l'Iran, les États-Unis et Israël, cherchent à défendre leurs propres intérêts géopolitiques en Syrie, ce qui complique encore la situation. La Turquie s'oppose à toute forme d'autonomie kurde et a mené à plusieurs reprises des opérations militaires dans le nord et l'est de la Syrie. L'Iran s'efforce de conserver son influence en Syrie, pendant que les États-Unis et Israël poursuivent leurs propres objectifs stratégiques (Deutschlandfunk, 2024).

Les défis mentionnés ci-dessus illustrent la complexité et la dureté de la situation en Syrie. Un soutien continu et accru à la population touchée est essentiel si l'on entend rendre possibles la résistance aux attaques continues et le rétablissement de la paix, de la démocratie et de la justice.

Revendications :

1. **Promouvoir une Syrie démocratique :** le PS Suisse agit pour que la Suisse mette à profit ses relations diplomatiques et sa tradition de promotion de la paix pour soutenir les efforts internationaux en faveur d'une Syrie démocratique et fédérale. Cela implique de soutenir les processus de dialogue entre les différents acteurs syriens et de promouvoir des projets visant à renforcer la société civile. La Suisse a une longue tradition dans la promotion militaire et civile de la paix et peut apporter son expertise dans les processus de médiation et de dialogue.
2. **Des ressources financières et logistiques pour les organisations non gouvernementales en Syrie :** le PS Suisse demande au Conseil fédéral de mettre à disposition des ressources financières et logistiques pour les organisations non gouvernementales présentes en Syrie qui s'engagent pour les droits humains, l'éducation et les soins médicaux. Une attention particulière doit être accordée à la promotion des organisations de femmes et de jeunes qui s'engagent pour la justice sociale et la participation politique.
3. **Évaluation des sanctions internationales existantes :** compte tenu de la situation d'urgence humanitaire à laquelle est confrontée la Syrie, le PS Suisse demande au Conseil fédéral de procéder à une évaluation des sanctions internationales existantes. L'objectif est de rendre possibles des facilités ciblées pour les livraisons d'aide humanitaire et les projets d'infrastructure civile. Les organisations humanitaires ne doivent pas être entravées dans leur mission par des sanctions financières. Le PS Suisse demande donc le développement d'un mécanisme de soutien ciblé aux structures démocratiques en Syrie, malgré les sanctions existantes.
4. **Nomination d'un-e représentant-e spécial-e :** afin de garantir une coordination efficace des activités de la Suisse en Syrie, le PS Suisse demande la nomination d'un-e représentant-e spécial-e pour la Syrie. Cette personne devra servir d'interface diplomatique pour le dialogue avec les acteurs syriens et internationaux, coordonner les activités humanitaires et de promotion de la paix de la Suisse et rendre compte régulièrement des progrès au Parlement ainsi qu'au public.
5. **Protection et soutien pour le nord et l'est de la Syrie :** le PS Suisse s'engage aux niveaux national et international pour la protection de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) et soutient ses efforts pour une solution pacifique et démocratique en Syrie.
6. **Prise d'influence sur la politique étrangère suisse :** le PS Suisse s'engage auprès du Parlement fédéral et du Conseil fédéral pour que la Suisse utilise ses relations diplomatiques pour condamner les agressions militaires de la Turquie dans le nord et l'est de la Syrie. En outre, le PS Suisse s'engage activement pour la mise en place d'une zone de non-vol au-dessus de la Syrie afin de protéger la population civile des attaques aériennes.
7. **Promotion de l'aide humanitaire :** le PS Suisse s'engage pour que la Suisse étende son aide humanitaire à l'AANES, notamment dans les domaines de la reconstruction des infrastructures, des soins médicaux et du soutien aux réfugié-es.